


MANDELA DAY

18 juillet 2021 15H-22H



 Place Anneessens



TALK 2

CONNAISSANCE POUR RECONNAISSANCE

MODÉRATEUR



ORATEURS



Talk 2

CONNAISSANCE POUR RECONNAISSANCE

Véronique CLETTE-GAKUBA

Sociologue, chercheuse doctorante au centre de recherche METICES (Migrations, Espaces, travail, Institutions, Citoyenneté, Épistémologie, Santé / ULB)

Moi je m'appelle Véronique Clette-Gakuba, je suis activiste militante dans un collectif qui s'appelle **Présences noires**, et je suis aussi chercheuse en sociologie sur l'action coloniale, post-coloniale, plutôt dans le domaine de l'art et de la culture.

Esther KOUABLAN

Directrice du MRAX (Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie)

Bonjour,

Je suis Esther KOUABLAN, Directrice du MRAX.

Voilà, je suis ici en tant qu'invitée du MRAX, ce qui me met dans une position un peu délicate, vu que le sujet me concerne directement en tant que femme noire, immigrée depuis bientôt seize ans en Belgique et directrice d'une institution qui lutte contre toutes les formes de racisme en Belgique.

Merci.

Dido LAKAMA

Coordinateur de l'ASBL Change

Bonsoir,

Je suis Dido LAKAMA, coordinateur de l'ASBL Change, une ASBL qui a pour objectif de valoriser et de faire la promotion de l'identité afrodescendante et aussi de lutter contre les stéréotypes.

Yves LODONOU

Syndicaliste et animateur radio

Et voilà, merci,

Nous allons rapidement rentrer dans le vif du sujet. Nous allons donner la parole à madame Clette-Gakuba.

On nous parle de la restitution des œuvres qui ont été empruntées, pillées, volées, que sais-je, pendant une période de l'histoire du continent africain.

Aujourd'hui, sur la place publique se pose le débat de la restitution de ces objets parce que si quelqu'un a besoin de son *fa* (46 :10 Partie N1) pour faire une cérémonie devant le *fa*, on ne va pas aller au quai Branly ou à Tervueren pour aller faire sa libation.

Qu'est-ce que votre organisation **Présences Noires** en pense, et dans un autre plan, vous, en tant que chercheuse sociologue, qu'est-ce que vous en pensez ?

Merci.

Véronique CLETTE-GAKUBA

Merci.

Bonjour à tout le monde,

D'abord, je voudrais d'abord dire, avant de commencer au fait sur le sujet qui... ce sont des sujets, les points sur lesquels je voudrais commencer, ce sont déjà des sujets qui nous concernent.

Juste souligner le fait que, voilà, j'ai accepté cette invitation et je remercie chaleureusement pour cette invitation, bien que, pour ce qui me concerne, ce n'est pas tout à fait facile de répondre positivement, au fait, dans le contexte actuel.

D'une part, comme on l'a entendu ici, on est dans des problèmes des logiques coloniales racistes qui ont une vraie profondeur historique ; tout se répète toujours, les approches sont des approches qui abordent le problème comme si chaque fois c'était nouveau, alors qu'en réalité, il y a des décennies de répétition du même problème derrière nous.

Déjà pour ça, dans une invitation pour un parti, je trouve que ce n'est pas facile. Mais aussi parce qu'on est dans un contexte avec plusieurs problématiques qui ont atteint un niveau de gravité extrême. Je pense entre autres aux sans papiers qui sont en grève de la faim, aujourd'hui qui sont à leur cinquantième jour de la faim ; certains sont proches de la mort, ici à quelques kilomètres d'où l'on se trouve, et que notamment le PS qui est dans la majorité ne prend pas ses responsabilités en répondant, en prenant le temps d'acter... voilà, on sait que l'union des sans papiers pour la régularisation a remis une note tout à fait raisonnable aux partis de la majorité et que pour l'instant, ils ne prennent pas le temps de discuter de cette note et de décider de quelque chose autour de cette note. Et les sans papiers demandent l'accès à un permis de travail pour accéder à l'emploi.

Donc, voilà une des raisons pour lesquelles c'était difficile de venir, le PS ne prenant pas ses responsabilités dans ce dossier, même si d'autres questions, il y a le PS, en tout cas, le milieu du PS à Lessines qui a envoyé un membre de Bruxelles Panthères, un collectif antiraciste qui conteste les black faces et le folklore négrophobe en région wallonne à Lessines et qui, en raison de cette contestation, a fait l'objet d'une plainte qui provient du bourgmestre, en tout cas de son milieu PS à Lessines. Et aujourd'hui, cet activiste risque une peine de prison. Voilà encore une raison pour laquelle pour moi c'était difficile de venir. Et puis, la question des violences policières, les dossiers qui n'avancent pas, au contraire, non-lieu, on va de non-lieu en non-lieu, je pense notamment à Lamine Bangoura dont le corps est toujours à la morgue. Les partis politiques ne bougent pas. Ecolo et PTB ont un petit peu bougé, enfin, ont bougé, bougent. Le PS pour l'instant ne bouge pas. Et plus proche de nous, bien que tout ça soit proche de nous, on est très proche de la culture, la question de la maison des cultures africaines, en tout cas, dernière édition d'une journée PS, on nous a annoncé une maison des cultures africaines. Moi j'ai fait partie du processus pour essayer de mettre en place cette maison des cultures africaines. Ça a été semé d'embûches dont je ne peux pas parler ici, mais un des problèmes, c'est que la volonté politique n'est pas assez conséquente que pour inscrire ça dans un accord du gouvernement et assurer en fait un travail sur le long terme sur cette question. C'est chaque fois des annonces trop électoralistes pour qu'on avance là-dessus.

Donc voilà ! Je voulais dire, pour moi, du coup, c'est difficile de répondre positivement à cette invitation, mais que je sais que cette invitation, elle a de... provenant de la part de personnes afrodescendantes de la fédération bruxelloise du PS et que, je ne peux pas ne pas soutenir des initiatives qui émanent des communautés afrodescendantes. Voilà ! Et, je constate, pour encore enfoncer le clou, que nous sommes ici, je sais qu'il y a des têtes de parti qui vont écouter les concerts, ils vont manger, qui sont là, mais qui ne viennent pas ici, là où l'on parle, là où l'on parle ! Pourtant, ce sont ces têtes de parti qui disposent du pouvoir décisionnaire ! Voilà ! Mais elles ne sont pas autour de la table.

Applaudissements nourris !

Et je sais que par exemple Ahmed Laaouej, je ne dis pas ça en l'air, je sais qu'Ahmed Laaouej, il est dans la cour. Il est là où il y a du monde comme on m'a dit.

Mais donc, pour commencer malgré tout, on m'a dit, les organisateurs, que je pouvais aller au-delà de la question de la restitution, et plutôt la question des droits culturels, discrimination dans le secteur de la culture. Peut-être alors, du coup, pour la restitution, je vais quand même commencer là-dessus. Mais je n'ai pas envie de faire si, si long que ça.

Yves LODONOU

Tout à fait.

Véronique CLETTE-GAKUBA

Voilà ! Je pense que...

Je n'ai pas encore commencé ma présentation, mais c'est vrai que mon préambule était tellement long. Alors je vais rester sur la... peut-être je reste sur la restitution, les derniers points d'actualité. Et après, je passe la parole et le reste sera dans la discussion. Ça va ?

Yves LODONOU

Allez-y !

Véronique CLETTE-GAKUBA

Donc, sur la restitution, peut-être juste alors faire le point sur où l'on en est aujourd'hui. Puisque suite à plusieurs mois de luttes qui émanent de l'associatif, au niveau belge et étant donné aussi le mouvement au niveau international, il y a des avancées toutes récentes dans le contexte belge. Et donc ici, je parle de la conférence de presse de Thomas Darminé, Secrétaire d'État à la Politique scientifique, qui a ouvert le champ pour des restitutions, qui a réellement ouvert la boîte de Pandore. Et peut-être juste insister alors sur ce qu'il me semble intéressant, ce qui me semble problématique. Donc le Secrétaire d'État à la Politique scientifique, plutôt que de se montrer totalement fermé et dire : c'est inaliénable, on ne peut pas sortir ces objets du domaine public, ils ont été acquis illégalement ou alors certains, et on verra pour certains objets, s'il y a demande, et faut-il encore que les Belges estiment que la demande est légitime ; plutôt que de rester dans ce cadre très serré, il l'a ouvert la boîte de Pandore, il a essayé de dresser un schéma pour rendre plus structurelle la restitution. Donc c'est intéressant ! Et comment ça fonctionne ? Ça, ça vient, ça fait deux semaines. Donc, il a établi trois grandes catégories :

Les objets dont on peut dire qu'ils ont été acquis de manière illégitime ;

Les objets dont on peut dire qu'ils ont été acquis de manière légitime ;

Et les objets dont on ne sait pas déterminer si, oui ou non, ils ont été acquis de manière légitime.

D'ores et déjà, tous ceux qui ont été acquis de manière illégitime, c'est dire : ceux-là, on les sort du domaine public de l'État belge, on les mets dans le domaine privé, et donc il peut y avoir des restitutions.

Et je pense que ça peut faire quelque chose comme, je ne veux pas dire de bêtise, peut-être 900 objets. Quelque chose comme ça. Donc, clairement, il y a une avancée ! Mais, moi j'ai l'impression en tout cas que l'avancée, elle est quand même timide malgré que, c'est vrai qu'au niveau international, elle est intéressante. Notamment parce qu'en fait, ils nous font part de cette avancée comme si c'était inédit au niveau international, alors que Thomas Darminé, le Secrétaire d'État, élude le fond au fait de la problématique qui a été mis en avant par le rapport français, Sarr-Savoy, beaucoup plus radical. Un rapport qui dit explicitement : tant que les états ne peuvent pas prouver que ces objets ont été acquis légalement ou dans des conditions éthiques, ils ne doivent pas nécessairement être rendus, mais ils ont le statut d'objets qui peuvent être restitués ; et donc, retourne la charge de la preuve.

Et, ça, c'est l'enjeu ! Donc retourner la charge de la preuve en disant : c'est aux états spoliateurs de prouver que ça a été acquis légitimement. Et ça, il ne le fait pas ! Donc, il élude en fait la question qui est le propre de la question de la réparation, la question de la justice et la question coloniale. Finalement, il élude ce que c'est la spécificité de la problématique coloniale. Parce qu'on peut considérer que dans tous les objets acquis, donc, ce qui est intéressant, c'est qu'ils vont vraiment promouvoir la recherche de provenance, donc dégager des moyens pour aller vraiment dans les archives de chaque objet et aller voir comment ces objets ont été acquis.

Mais dans les objets acquis de façon légitime, vraisemblablement, on ne saura pas questionner la question du consentement. Et c'est là que je voulais en venir. Donc, c'est quoi légitime ? C'est quoi illégitime ?

Vraisemblablement, que les objets acquis de manière illégitime, ce seront là où l'on ne peut pas tourner le dos. C'est-à-dire qu'il y a eu crimes de guerre, des villages où il y a eu des razzias, et ils sont rentrés avec des objets. Comme ça, l'État effectivement se protège.

Mais dans les objets où il y a indétermination, où là on considère que ça a été acquis légitimement, on peut aller plus loin ! Parce que qu'est-ce qu'on fait des objets qui ont été obtenus dans la contrainte ?

On a établi des frontières dans le pays, internes, par exemple au Congo. Pour passer la frontière, il y a des contraintes avec une violence coloniale qui font que vous nous donnez tout ce que vous avez sur vous. Dans les archives, on connaît ce type de situation où il y a eu une catastrophe, des villages entiers qui ont dû quitter leur lieu parce que, maladies ou que sais-je, donc ils partent, on prend les objets ! Voilà, il y a de vraies contraintes structurelles ou simplement le besoin de pouvoir subvenir à ces multiples besoins.

Et donc, la question de l'acquisition, c'est la question du consentement. Et, celle-là, il faut l'aborder ! Parce que sinon, l'État belge va rendre 900 objets, va garder son musée et dire : voilà, maintenant, c'est clean ! On a nettoyé, on est dans des rapports établis.

Yves LODONOU

Une question intéressante. Est-ce qu'au niveau de tous les objets, il y a une datation ? Est-ce qu'il y a une note par rapport aux objets ?

Véronique CLETTE-GAKUBA

Je crois que c'est très compliqué ! Il y a beaucoup d'objets sur lesquels ils n'ont pas d'informations sur les modalités d'acquisition. Donc c'est très compliqué ! C'est pour ça que le rapport Sarr-Savoy prévoit le retournement de la charge de la preuve, parce que c'est difficile de pouvoir dire : ça n'a pas été acquis légalement, ça a été acquis sous la contrainte. Et donc, si l'on ne retourne pas la charge de la preuve, c'est comme dans les cas de discrimination ou autres, c'est à la personne lésée de prouver qu'elle a été lésée. Or c'est très difficile de le faire ! Et donc, il faut retourner la charge de la preuve une fois qu'on a considéré que c'est un crime contre l'humanité et qu'au niveau structurel, les rapports sont inégaux, alors il faut considérer que c'est une période de spoliation du début à la fin. Mais on ouvre des portes. On a des archives, et on travaille sur les conditions très concrètes, très spécifiques sur qu'est-ce qui s'est passé dans ces espaces.

Yves LODONOU

Merci.

Je peux passer à vos collègues.

Non ! Ils ont un micro.

Merci à madame Gakuba. Je vais faire la transition vers Dido, parce que les thématiques de ce soir se croisent. On parle de biens spoliés, on parle de biens acquis sous la contrainte, et aujourd'hui en Belgique, il y a la jeunesse qui s'organise. Une jeunesse qui, de loin, a observé toutes les péripéties que les parents ont traversées, que les arrière-parents ont traversées. Aujourd'hui, quelle est la place de cette jeunesse par rapport à tous ces combats et ces enjeux ici en Belgique ?

Dido LAKAMA

Par rapport à la jeunesse, je pense qu'aujourd'hui, le rôle que nous on doit faire, *nous les aînés*, c'est justement d'essayer de les conscientiser, de la faire prendre conscience que ça aide de faire du travail. À un moment donné, on dit que la jeunesse doit reprendre le contrôle de l'avenir, mais notre rôle à nous, c'est bien de conscientiser, les amener sur ces terrains et les conscientiser en les amenant justement dans ce musée de Tervueren où ils peuvent prendre conscience aussi de cette réalité théorique où l'on parle d'un musée africain et de cette réalité où eux, ils voient directement que l'homme noir a été minimisé, a été esclavagisé, a été colonisé. (01 :00 :17 partie N1) *Et ça compte...* de faire en sorte qu'ils reprennent un peu cette liberté.

Le plus grand défi, justement, c'est, si jamais on n'arrive pas à mobiliser la jeunesse et à faire en sorte que demain, elle continue le combat, on aura échoué, puisque dans quelques années, nous, on va arrêter et, ils auront eux gagné. (01 :00 :34 partie N1) Parce que justement, le rôle des institutions qui ont *des fragmatrices* colonisateurs, leur rôle c'est justement de faire croire que tout va bien et que ce qui est fait est fait pour notre bien à nous, mais sans nous. Donc du coup, dans Change asbl, on se bat en tout cas avec les jeunes pour essayer justement de les rendre acteurs de ce changement, mais pour ça, ils doivent prendre conscience. On a eu la chance au mois d'avril de faire un voyage socio-éducatif qui les a amenés justement dans un pays colonisé par la Belgique, le Congo, et là, ils ont pu se rendre compte justement des dégâts que la colonisation a fait et continue à faire. Parce que cette communauté-là, dans la tête, tout ce qu'ils ont comme paradigme, c'est de venir ici en Europe, parce qu'on leur a vendu que le paradis, c'était l'Europe. Donc, voilà ! Donc, je pense qu'il y a un grand travail à faire. Et nous, les parents, ou bien les éducateurs, les associations, on ne doit pas laisser seulement au système, on ne doit pas laisser seulement à l'État le monopole de l'éducation de notre jeunesse, sinon justement ils vont les lobotomiser comme ils ont essayé de faire avec nos parents. Donc c'est à nous de prendre aussi de prendre notre responsabilité de justement leur ouvrir les yeux et de tout faire pour qu'eux demain continuent à mener ce combat pour l'égalité et pour l'équité de la justice.

Yves LODONOU

Vous parlez d'équité de justice et de combat. Aujourd'hui, on sait que c'est une jeunesse très en colère. Une jeunesse qui se pose plein de questions. Comment est-ce qu'à Change asbl vous arrivez à canaliser cette colère légitime de cette jeunesse-là ?

Dido LAKAMA

Et bien, on essaie justement d'organiser en prenant exemple sur les modèles du passé. On est le jour de Mandela. Notre proposition à nous, ce n'est pas d'essayer de gérer les choses par la violence, même si l'on peut comprendre qu'à un moment donné il y a une grosse frustration. L'année passé, Change asbl avec d'autres associations avait organisé une manifestation qui s'appelait BLM (Black lives matter) qui justement avait pour objectif de faire prendre conscience aux gens de la place de l'homme noir ici ou même en Occident, pas seulement en Amérique, mais ici en Europe. Madame Véronique Clette a cité des cas de discrimination raciste qui jusqu'aujourd'hui n'ont pas trouvé solution dans la justice. On se retrouve en tant que communauté encore discriminée ici. Et justement, j'espère que cette jeunesse aussi, moi je ne la pousse pas vers la violence, mais à un moment donné, je la pousse vers des actions. Il faut mettre les choses par pression. Aujourd'hui, on vient de se rendre compte que le musée nous a avoué qu'ils avaient encore des restes (01 :03 :06 partie N1) *de corps humain* chez eux, sur lesquels ils ont fait des expériences. Et en quelques années, ils avaient juré qu'il y avait peut-être qu'un seul cas. Aujourd'hui, ils ont cité, je pense, plus d'une vingtaine, vous voyez ! Donc, c'est parce qu'il y a des gens qui mettent la pression.

Malheureusement, c'est souvent le rapport de force, et on doit le comprendre, si jamais on laisse les choses, si jamais on n'agit pas, si jamais on ne revendique pas, si jamais on ne dérange pas, les choses ne changeront pas. Donc ça veut dire que j'espère qu'il y a des jeunes dans la salle qui doivent prendre conscience que s'ils veulent que leur sort s'améliore, ce n'est pas seulement en attendant que l'État fasse son travail, ou bien que les institutions le fassent ; c'est à eux de se battre, justement, pour cette liberté, pour cette justice. Et franchement, on est dans une situation où l'on se bat contre nos libertés. Vous avez en tête le COVID, on perd de plus en plus de nos libertés principales, on veut bientôt nous obliger à prendre des vaccins, on nous oblige à faire X, Y, Z, et voilà ! Le problème aujourd'hui, c'est vraiment le combat de la liberté. Et aucune liberté ne se donne gratuitement. C'est à vous les jeunes de prendre compte de cela, et que si jamais vous voulez un jour être libres, il faut vous relever les manches, arrêter d'être toujours sur les Facebook, faire des snap et tout ça. À un moment donné, il faudra combattre, il faudra aussi être vous les acteurs du combat pour que les choses changent réellement.

Yves LODONOU

Merci Dido.

Nous avons autour de la table Esther Kouablan du MRAX qui est là (01 :04 :33 partie N1) pour accompagner... Nous voyons qu'il y a plusieurs chantiers ouverts. Et à ces chantiers qui durent depuis des années, comme disait tout à l'heure madame Gakuba. On disait au micro : le disque est rayé. On ne fait que dire la même chose. Le constat est là. Les décideurs sont absents de la salle, quoi qu'il y en a quelques unes d'origine africaine qui sont là. Quand même, on ne va pas leur lancer la pierre. Quelle est la position du MRAX aujourd'hui dans un pays où la négrophobie, l'afrophobie, le racisme est devenu banal et que toutes ces personnes qui se battent au quotidien, qui doivent affronter la violence policière aussi qui est banalisée ? Que dit le MRAX par rapport à tout ça ?

Esther KOUABLAN

Merci beaucoup Yves,

Avant de répondre à tes questions, parce qu'elles sont plusieurs, je voudrais appuyer ce que Véronique a dit tout-à l'heure concernant les sans papiers. Ils sont en train de mourir par une grève de la faim et qu'ils demandent juste à être régularisés parce qu'ils participent aussi au développement et à l'économie de ce pays dans lequel nous vivons.

Pour rebondir sur ce qu'elle a dit de l'absence des politiques dans cette salle, j'ai lu quelque part hier ou avant-hier, dans un communiqué de Défi, que le Parti Socialiste était un des partis qui n'avaient pas voté pour une décision en faveur de la régularisation des sans papiers, et je trouve dommage qu'ils ne soient pas là parce que moi j'aurais voulu poser cette question-là.

En effet, je suis très embêtée, pas parce que seulement je suis militante, mais aussi en tant que Directrice du MRAX. Avec ce communiqué-là, nous n'avons pas eu le temps de réagir. Pour nous, il est complètement inhumain de laisser mourir des personnes qui vivent ici, parfois depuis plus de vingt ans, qui ont des enfants ici qui vont à l'école, et qui ne demandent qu'à être reconnues comme des êtres humains.

Maintenant, pour répondre à ta question, Yves, j'ai l'impression qu'on est dans un débat redondant, j'ai l'impression qu'on est dans un débat empreint d'hypocrisie, parce que c'est toujours la même chose. C'est la même chose que j'ai répété au Parlement Bruxellois. C'est la même chose que j'ai répété au Parlement Francophone Bruxellois concernant la situation des personnes afrodescendantes en Belgique. Et j'ai l'impression que ça ne bouge pas. Ça ne bouge pas, ça ne change pas. On fait les mêmes constats, on fait des propositions, mais il n'y a rien qui change. Il n'y a rien qui change pourquoi ? Parce que quelque part, ce racisme-là et ces discriminations qui ont cours dans notre pays ici empêchent beaucoup de compétences. Parce que les personnes afrodescendantes sont pleines de compétences à tous les niveaux, mais elles n'ont pas accès à des emplois qui puissent leur permettre d'occuper des zones de décision, d'occuper des zones de pouvoir. Et, comme vous le savez, si vous ne faites pas partie du cercle capable de prendre des décisions, vous ne pouvez pas faire changer les choses. Donc ça pour moi, c'est un des véritables problèmes, le fait que les personnes de la Communauté Africaine n'ont pas accès à ces zones de pouvoir, ces zones de responsabilité pour pouvoir aussi apporter quelque chose en leur faveur dans les prises de décision. Par exemple, il y a des projets, il y a beaucoup d'initiatives. Moi, j'ai accompagné personnellement dans la sphère privée des personnes qui ont rentré des projets pour être subsidiées, pour être indépendantes, pour pouvoir entreprendre des activités rémunératrices et créer des emplois, mais ces personnes-là n'ont jamais eu ces financements-là. Pourquoi ? Tout simplement parce que ces personnes sont d'origine africaine et qu'il n'y a pas cette confiance-là entre l'institutionnel et la Communauté afrodescendante.

Donc nous, on continue de faire ce qu'on a toujours fait. C'est qu'au niveau pédagogique, c'est de proposer des outils en espérant que les choses changent. Mais, ces outils-là ne peuvent réellement avoir d'impact que s'il y a une implication du pouvoir politique, parce que c'est bien de sensibiliser, mais on sensibilise qui ? Si nous prenons le cas de la formation des enseignants ; au sortir de leur formation, il n'y a par exemple rien sur la sociologie des différentes cultures qui composent la Belgique. Du coup, quand ils ont des cas de tension dans leurs classes, ils ne savent même pas comment répondre aux enfants. À plus forte raison dire qu'eux, ils vont avoir une réaction objective par rapport à ce qui se passe dans leurs classes.

Il y a donc beaucoup de choses à dire là-dessus et il est important, comme il dit, que le politique s'engage réellement, parce que sans un engagement réel du politique, il n'y a rien qui va changer. On va sensibiliser, on va informer des personnes, on va dénoncer, mais au niveau institutionnel, ce racisme institutionnel ambiant qui imprègne toutes les sphères de la vie en Belgique mais crispe toutes les volontés de vouloir faire changer les choses.

Et donc peut-être que je ne vais pas aller plus loin que ça. Il y a beaucoup à dire, mais je reviendrai sur certains points au fur et à mesure. Peut-être évoquer la violence policière dont a parlé Véronique et, je pense que Dido en a un peu parlé aussi. Pourquoi est-ce que ça ne fonctionne pas ? Pourtant on a des lois ! Des lois qui existent depuis bientôt quarante ans, la Loi Moureaux, plus une autre est venue pour encore renforcer cette loi-là, mais ça ne marche pas ! Pourquoi ? Soit parce que les gens n'en ont rien à cirer, excusez-moi du terme, soit parce que le dispositif qui est là n'est pas correctement appliqué, et il n'y a personne pour faire pression pour que par exemple la COP 13 qui définit toutes les procédures quand une personne va porter plainte, mais ce n'est pas appliqué ! Les policiers s'arrogent le droit de juger si ce qu'une personne a subi est du racisme, de la discrimination, alors que c'est au juge de le faire.

Donc, il y a beaucoup de choses, et c'est tout le temps les mêmes choses qu'on va toujours répéter. Et moi, je pense que, là, je prends ma casquette d'Africaine, nous en tant qu'Africains, à un certain moment, il faut qu'on sorte du déterminisme qui nous oblige à rester dans un espace où on se dit : « ce ne sera jamais pour moi, je n'ai jamais la possibilité, de toute façon, même si je fais des efforts, je n'y arriverai pas... » Il faut qu'on sorte de ce déterminisme-là. Il faut qu'on arrive à montrer qu'on a les capacités. Il faut qu'on arrive à s'organiser pour se mettre ensemble parce que, je cite la citation : « seul on va plus vite, mais ensemble on va encore plus loin ».

Donc, je pense qu'il y a beaucoup, beaucoup de choses qu'on pourrait faire. Mais au niveau du MRAX, c'est tout ce qui est pédagogique qui est mis en avant. Donc on a créé la pédagogie antiraciste qui est disponible sur notre site. Ce qu'on fait, on organise... on travaille aussi beaucoup avec Change asbl, on travaille avec Mémoires Coloniales, on organise des visites « décoloniales » autour des monuments ici à Bruxelles. On intervient... moi je suis intervenue sur le Black Face ; ils avaient publié mon texte parce que ce que j'ai proposé, ils ont dit qu'ils étaient édifiés. Mais c'est grave, le Black Face ! C'est de répercuter cette stratégie coloniale-là, aujourd'hui de se dire que le Noir est inférieur, etc.

Autre chose que nous faisons aussi, c'est de faire des formations sur les humanités classiques. C'est une formation qui est donnée par le MRAX et on travaille aussi avec Change asbl sur cette formation-là qui permet de faire comprendre aux personnes qui viennent dans cette formation : c'est quoi l'Afrique, c'est quoi l'Africain, comment est-ce que ces peuples-là se sont constitués, qu'est-ce qui s'est passé ? Je pense que se nourrir de savoir sur d'où l'on vient, ça nous permet aussi de mieux nous organiser pour savoir où nous allons.

Je m'arrête là pour le moment.

Merci beaucoup.

Yves LODONOU

Oui, merci.

On peut retenir de ton intervention de sortir du politiquement correct et d'aller de l'avant. Maintenant, c'est vrai que le disque est rayé, mais il faut continuer à jouer, il y aura quelques sons qui vont sortir. Et je tiens au nom des organisateurs, à vous remercier quand même pour votre présence, pour le coup de gueule, et je pense que la conférence a été enregistrée et que les informations vont remonter à qui de droit.

Pour revenir aux thématiques de ce jour, nous allons voyager entre les questions et les maux qui minent notre présence ici, puis on ira dans le passé. Donc, je reviens vers Madame GAKUBA par rapport à la sortie du ministre Secrétaire d'État par rapport aux objets (et leur restitution). Ne pensez-vous pas que c'est la poudre aux yeux, parce qu'en même temps la mesure est bonne, mais elle a ses limites d'emblée ?

Véronique CLETTE-GAKUBA

Écoute ! Je ne sais si je vais répondre à cette question...

(Rires)

Yves LODONOU

Voyez ! Cette question, c'est vous qui voyez.

Véronique CLETTE-GAKUBA

Non ! C'est que je pense que depuis la Belgique, depuis la position des diasporas, et donc finalement, c'est là-dedans que je me situe, la décolonisation et l'enjeu de la restitution, il émane depuis la lutte, le conflit avec les institutions belges ici. Et, c'est dans la colonialité du pouvoir, c'est dans les mécanismes qui nous maintiennent dans des positions de public, de segment de marché et d'usagers que quelque chose s'est produit, qu'un cri a été poussé. Et moi, je ne voudrais pas parler à la place des personnes qui sont responsables des musées ou qui sont responsables des politiques culturelles du continent...

Yves LODONOU

Non ! Vous en tant qu'activiste (que pensez-vous) ?

Véronique CLETTE-GAKUBA

Du continent africain. D'accord ? Et donc, pour rappel, la question de la restitution, elle est arrivée la veille de la réouverture du musée de Tervuren et ce sont les associations de la diaspora africaine, Bamko essentiellement, mais je pense que Change était aussi dans ce débat-là. Le groupe des six donc qui était les personnes de la diaspora que le musée consultait pour imaginer une muséographie décoloniale, donc quand même pendant quatre ans, cette consultation a duré.

Et au fil du temps, ils ont dénoncé une relation qui était totalement instrumentalisée, c'est-à-dire qu'on ne les écoute pas ; ce feedback qu'ils peuvent apporter une fois est retenu quand ça arrange l'institution, une (autre) fois, c'est dans les tiroirs ; ils ne sont pas rémunérés, en tout cas pas suffisamment pour entreprendre un vrai travail ; ils ne sont pas informés de tout ce qui se passe et il y a des enjeux très importants qui sont décidés en amont. Donc, c'est une fausse relation de participation. Et c'est sur le dos de cette fausse participation que le musée a prétendu au monde entier qu'il se décolonisait. Donc, le musée a eu un problème ! Et le musée a toujours un problème aujourd'hui parce que la manière dont il s'affiche et les pratiques réelles qu'il met en place avec les diasporas, il y a un fossé entre les deux.

Et donc, le débat décolonial, il est né d'une position de la diaspora qui est instrumentalisée, à qui en plus on dit : « Vous savez ! Nous, on va vous aider à renouer avec votre culture que vous avez perdue ». Mais en réalité, tout se fait pour que des rapports coloniaux puissent persister avec les continents, les pays, notamment le Congo où le musée se vante d'une expertise qui lui permet après de décider de choses importantes sur tous les volets : économique, culturel, coopération culturelle...

Et donc, le débat de la décolonisation est arrivé de cette manière-là, mais après, il s'est élargi à d'autres sphères. Déjà sur la question de l'espace public, avec Change et la Place Lumumba, Mémoires Coloniales. En fait, je suis sur ces questions-là parce que j'ai entrepris un travail de thèse, comme je l'ai dit, sur la colonialité et la post-colonialité dans l'art et la culture ; et dans la culture, s'il y a vingt ans les artistes d'origine africaine dépendaient des institutions blanches et des intermédiaires blancs pour être sur scène, aujourd'hui ce n'est plus la situation. Plutôt celle qu'on a décrite en amont avec l'entrepreneuriat... il y a des scènes complètement organisées par les communautés africaines, parce qu'on s'est diversifié. On n'est plus uniquement, ce qui était déjà énorme, artistes ; il y a dans toute la chaîne de production artistique et culturelle des maillons d'origine africaine. Donc, il y a des producteurs, ceux qui diffusent, ceux qui font la critique, et donc, il y a ceux qui programment, et il y a la possibilité, surtout avec les Flamands, d'obtenir des lieux et de faire son propre monde culturel. Donc l'organisation même (est) l'émanation d'un public africain. Et sachez bien que les institutions sont contentes de ce nouveau public. Je veux dire, on est quand même en Région Bruxelloise 60 % d'origine africaine, donc si elles ne peuvent pas toucher ce public, les institutions, c'est mort !

Mais donc, qu'est-ce qui se passe ? Les institutions, et je reviens sur ce qu'on disait tout à l'heure, là c'était l'entrepreneuriat, mais ce qu'il n'y a pas de subsides réels pour les personnes d'origine africaine parce qu'au niveau francophone, on a dit : « Non ! Vous ne pouvez pas vous organiser sur base communautaire. Donc il n'y a pas de vrais moyens de financement, vous ne pouvez pas vous organiser sur base communautaire, mais par contre, hypocrisie, on n'arrête pas de vous solliciter sur base de ce que vous faites dans vos communautés. Mais comme vous n'êtes que des associations et que persiste le rapport institutions-associations, on ne va pas vraiment vous financer, mais vous allez venir de temps en temps nous apporter quelques conseils, comme avec le musée ! »

Et donc, aujourd'hui, la question d'antiracisme qui était peut-être plus logement, emploi, scolarité, s'étend dans le milieu culturel et artistique. Et donc, je pense que c'est ça le musée décolonial ; la Belgique serait décoloniale, les institutions culturelles seraient décoloniales, mais c'est en effet, oui, je pense qu'il n'y a pas encore le logiciel de pensée chez les acteurs politiques et dans les institutions pour penser les rapports de domination, et qu'on est dans une logique où on vous représente, on vous intègre, vous y êtes... Mais en dessous, tout ce qui est dans l'ombre, dans les coulisses, qui ne sont faits que de rapports de domination et donc des positions de précarité qui se reconduisent d'années en années, tout ça, ce n'est pas pensé, ce n'est pas conceptualisé, ce n'est pas problématisé, à l'université non plus, il faut le dire ; je veux dire, ils ne connaissent pas les... et bien, ils connaissent, je veux dire, mais ils sont peu nombreux à connaître les cas théoriques qui permettent d'aborder ces questions.

Et donc, on a toujours un peu avec de la poudre aux yeux, des effets d'annonce qui nous donnent l'impression que ça avance. Ça avance ! Mais je pense qu'il faut qu'on aille plus loin, et c'est pour ça que je le disais sur le ministre, le secrétaire d'État, il a fait une avancée en disant : « il y a au moins 900 objets qu'on va pouvoir restituer, parce que c'est sûr qu'ils ont été acquis de manière illégale. » C'est très bien ! Mais je pense qu'on ne peut pas se permettre de dire que c'est suffisant, parce que dans dix ans, on viendra dire à ce ministre : « Non ! Ce n'est pas suffisant ! »

Et donc, nous, on ne eut pas se permettre comme eux d'aller à leur rythme qui est extrêmement lent, sous prétexte qu'il y aura une avancée. Nous, on se doit, quand on peut aller plus loin, on doit aller avec radicalité. Si l'on ne veut pas aller avec radicalité, on postpose le problème. On le postpose ! On le postpose.

Voilà !

Yves LODONOU

Ok.

Je pense que par rapport au ministre, je vous ai compris. J'ai compris votre position. Je voudrais rebondir chez Dido par rapport à toutes ces questions, de restitution, de l'espace public.

Dido LAKAMA

(17 :23 partie N2)

Donc, par rapport à ce que je disais *à travers mon exposé*, c'est que cette phrase, c'est de la poudre aux yeux. Effectivement, ils nous font souvent ça, ils nous font souvent croire qu'ils vont faire des modifications. Et si l'on n'est pas attentif, on reste comme un peu cette commission, lorsque, l'année passée, donc il y a presque au moins un an, on a réussi à mettre plus de 15.000 personnes dans les rues avec le mouvement BLM (Black lives matters), et ils ont eu peur. Ils se sont rendu compte que derrière la communauté afrodescendante, il y avait d'autres communautés qui se sont jointes à nous pour nous donner de la force, et justement pour dire stop à cette discrimination, stop à cette violence systématiquement dirigée vers les afrodescendants. Donc ils ont fait plein de choses. Il y a eu un discours du roi qui n'a pas été des excuses, mais des regrets. Donc ça aussi... il faut qu'il soit clair ! J'aimerais moi entendre le roi des Belges s'excuser et demander pardon clairement et pas dire des regrets, mais pardon, clairement !

Il y a eu la création d'une commission pour le passé décolonial de la Belgique face au Burundi, au Rwanda et au Congo. Un an plus tard, on en est où ? Zéro ! Ça fait quatre mois qu'on attend le rapport de commission, et jusqu'aujourd'hui, il n'y a toujours pas de rapport.

Je fais partie aussi des experts qui traitent justement de l'espace public. Et justement, par rapport à l'espace public, il y a eu beaucoup de manifestations sur cette omniprésence de Léopold II, ce roi, pour eux, bâtisseur, et pour nous, c'est un roi qui nous a dévastés, qui nous a coupé des mains, qui nous a fait des actes terroristes, qui nous a traumatisés. Et jusqu'aujourd'hui, on aimerait justement avoir des actions claires.

C'est un rapport de force à chaque fois. Et ils n'ont aucun intérêt à nous rendre forts. Parce que si l'on devient fort, demain, on pourra les combattre et les forcer à faire des modifications.

C'est pour ça que cette année-ci, Change ASBL va se battre pour insister vraiment sur une des discriminations qui est la plus impactante ; à part l'éducation et l'enseignement, c'est vraiment l'accès à l'emploi. Vous savez qu'en êtres humains, vous tous ici, vous avez accès à l'emploi, vous avez de l'argent, vous pouvez être un peu indépendants, subvenir à vos besoins. Mais comme vous n'avez pas cet accès... disons, la plupart des jeunes vous diront qu'ils n'arrivent pas à rentrer dans le mécanisme parce qu'ils sont en recherche d'emploi, ils cherchent des stages, ils cherchent du travail. On ne peut pas leur en vouloir, en fait, d'essayer de s'émanciper.

Alors, on crée un système justement où ils sont tout le temps dans la recherche d'emploi, dans la recherche de job et tout ça. On sait qu'on est une communauté hyper bien organisée dans le sens où l'on fait des études, on a des diplômes, mais... (19 :50 partie N2) mais on est les plus discriminés dans le monde de l'emploi. Pourquoi ? Parce que c'est toujours une question de rapport de force. Et le nerf de la guerre, c'est l'argent. Notre communauté a encore du mal à réussir à créer des idées communes. D'autres communautés ont réussi à le faire. Pour s'émanciper, pour devenir respectables, il faudrait que nous, la communauté subsaharienne, on puisse créer de l'argent sans compter forcément sur l'État. Et alors là, je pense qu'on va vraiment changer le rapport de force. Regardez du moins dans tous les quartiers où vous allez, vous verrez les communautés maghrébines qui ont des quartiers où ils ne dépendent que d'eux. Ils créent leur propre économie avec leurs magasins, avec leurs commerces, avec leurs propres aliments, et eux-mêmes consomment leurs aliments. Nous on a encore du mal. Je crois que la communauté subsaharienne est la communauté la plus internationale, puisqu'on consomme de tout. On va manger chez tout le monde, on paie chez tout le monde, mais on a du mal à essayer d'influencer, de sponsoriser de l'aider quand on a nos frères, on a une de nos sœurs qui fait un commerce, on se dit : pourquoi lui ? Pourquoi pas nous ? C'est encore des...

On a peur ! On a peur, c'est tout !

On a peur, oui, certes, justement...

(Différents interruptions simultanées et inaudibles)

La résilience ! Il n'y a aucune résilience !

C'est tout le monde qui a peur.

On sait que nous sommes un peuple qui a tellement souffert et nous n'avons aucune résilience.

On dit la même chose, il n'y a pas de soucis. On dit la même chose... par rapport à ça...

Non ! On ne dit pas la même chose que toi !

Donc !

Christian LEVO

S'il vous plaît, s'il vous plaît, s'il vous plaît ! S'il vous plaît ! S'il vous plaît !

Je crois que si tout le monde parle au même moment, on ne s'entend pas mutuellement. S'il vous plaît ! Je comprends qu'il ait des gens qui ont envie de s'exprimer. Vous aurez le temps de parler. Et ce serait frustrant que lorsque vous parlez, qu'il y ait d'autres qui vous fassent la même chose que vous êtes en train de faire aux intervenants.

On nous a...

Il va venir. Il va venir un moment s'il vous plaît. Il viendra le moment où l'on va vous céder la parole. Et chacun, je vous le garantis, pourra s'exprimer et laisser les autres écouter. Voilà ! Je vous remercie. Merci !

Dido, je te remets la parole.

Dido LAKAMA

(22 :04 partie N2) Merci. Donc, justement par rapport à ça, moi je pense que l'on peut continuer à faire des réclamations, et on doit continuer à réclamer, à proclamer et à mettre le doigt sur des injustices et ce qu'on trouve de pas normal. Mais moi je pense qu'il faudrait aussi passer à l'action et justement leur montrer notre réelle indépendance. On s'est battu pour les indépendances, mais la plus belle indépendance, c'est l'indépendance économique. Et c'est là qu'on pourra vraiment s'émanciper. Donc créons ensemble les modèles économiques qui feront en sorte qu'on n'aura plus besoin de leur demander ou de mendier, que ce soit pour nos centres culturels, que ce soit pour nos activités, que ce soit pour nos emplois ou notre jeunesse.

Yves LODONOU

Oui, nous allons passer maintenant à Esther une dernière fois. Avec l'accord des intervenants, nous n'allons pas faire l'Académie, nous allons laisser la parole dans la salle pour s'exprimer parce que c'est une des raisons de votre présence ici aujourd'hui. Donc Esther fera une intervention et nous allons proposer d'échanger avec vous directement.

Est-ce que vous êtes d'accord ?

Oui ?

Est-ce que la salle est d'accord ?

Oui

C'est l'indépendance ! Donc l'indépendance, vous êtes d'accord ? (Inaudible, vu que Dido parle en aparté juste à côté du micro) Si vous êtes toujours comme ça taiseux, ne pas communiquer, c'est chaud !

Donc, on a le commentaire de madame Esther

La question ?

Yves LODONOU

Oui, la question, Dido a avancé un élément important : l'accès à l'emploi ! Parce qu'à côté, il y a l'accès au logement, puis l'accès à l'emploi. Mais on sait que si les gens n'ont pas l'emploi, ils ne vont pas s'émanciper. Est-ce que c'est (fait) exprès de les laisser comme ça ? On veut qu'ils s'apitoient et qu'ils ne se mobilisent pas. Parce que la jeunesse a du mal à militer parce qu'elle n'a pas encore de quoi mettre sous la dent. Tout ça combiné veut dire que c'est une stratégie pour tuer une unité. Est-ce que vraiment c'est ça ?

Esther KOUABLAN

Bien sûr. Oui, bien sûr ! Mais moi, avant de parler de l'accès à l'emploi, je parlerai de l'éducation ici en Belgique. En tout cas un système éducatif qui éjecte au fur et à mesure, donc qui sélectionne, qui trie et qui fait en sorte que

Vous débattiez entre vous ! Allez-y !!!

Et qui fait en sorte qu'à un certain moment, il y a très peu de personnes qui en sortent diplômées. Même si les études ont montré que la communauté subsaharienne, donc les personnes afrodescendantes sont les plus diplômées, mais le constat, comme l'a dit Dido, est que ce sont ces personnes-là qui sont les plus touchées par le chômage. Donc on pourrait imaginer bien sûr que c'est une stratégie pour maintenir ces populations-là au plus bas de l'échelle, parce qu'on est dans un pays où le diplôme, c'est par le diplôme et la qualification qu'on arrive à accéder à un certain nombre d'emplois, c'est par le papyrus, comme on dit, qu'on arrive à cette reconnaissance-là pour entrer dans un métier. Et même quand on l'a, on n'arrive pas à avoir accès à ces différents métiers-là. On constate qu'on a ghettoisé certains métiers comme aide-soignante, femme de ménage, etc. Donc pour moi, c'est des métiers ghettoisés, pourquoi ? Parce que c'est dans ces petits métiers-là, il n'y a pas de sot métier, mais quand je dis petits, c'est par rapport à l'imaginaire populaire, c'est dans ces métiers-là qu'on retrouve le plus grand nombre d'Africains et d'Africaines subsahariennes. Et donc, j'ai entendu déjà certains dire : oui, mis le fait d'être aide-soignante, le fait d'être femme de ménage, etc. gardien, homme de sécurité, c'est de la reconnaissance. Pour moi, ce n'est pas de la reconnaissance. C'est une reconnaissance, si l'on veut, factice pour donner l'impression que, oui, on tient aussi compte de vous, mais c'est complètement insuffisant. Aujourd'hui, on ne voit pas où certains... on ne voit pas des figures subsahariennes qu'on met en avant, qu'on médiatise par rapport à leur réussite socioprofessionnelle, par rapport à leur réussite socio-économique. Il n'y a pas d'exemples parce qu'il n'y en a pas beaucoup. Le peu même qui existe n'est pas visible. Donc au niveau de l'accès à l'emploi, il faut à un certain moment que le politique donne l'exemple. Il faut intégrer, il faut amener les personnes, il faudrait que le politique donne l'exemple en faisant quoi ? En décidant de donner un pourcentage de postes par exemple aux personnes afrodescendantes dans les services publics, parce qu'il n'y en a pas beaucoup, et il faut que ces personnes-là, il faut que le politique fasse le pas. Ça c'est de un. De deux, par rapport à l'emploi, on est à un stade où si on ne vous donne pas de l'emploi, qu'est-ce que vous devez faire ? Vous devez créer de l'emploi ! Mais pour créer de l'emploi, il faut des moyens.

Je pense que le panel qui vient de passer en a suffisamment parlé. Mais comment trouver les moyens quand on n'a jamais travaillé, quand on n'a pas d'économies ? Beaucoup d'entre nous, nous sommes immigrés, donc nous ne sommes pas héritiers, on n'a pas de parents qui sont millionnaires, qui ont investi dans l'immobilier ici, donc nous sommes des héritiers, nous sommes complètement démunis par rapport à ça ! Moi je pense que... en tout cas, c'est mon avis personnel, c'est de s'organiser, de se mettre ensemble pour créer une dynamique parce qu'il faut créer, il faut de l'argent pour le faire. il y a des communautés, en tout cas en dehors de la Belgique, qui se sont organisées comme ça pour créer non seulement du travail, mais aussi les moyens de pouvoir s'entraider de sorte que quand une personne arrive, ils n'ont pas besoin d'aller demander de l'argent à une banque, d'aller demander de l'argent à une institution pour pouvoir créer un business sur le terrain et soit engager des gens ou avoir les moyens de vivre.

Pour revenir à la discrimination à l'emploi toujours, je pense qu'il n'y a pas suffisamment aussi de tests de situations au niveau de notre région pour pouvoir prouver que ces discriminations-là existent. C'est vrai, on en parle. Beaucoup de personnes qui le subissent par exemple, au MRAX, quand nous on reçoit des personnes qui viennent pour signaler des cas de discrimination à l'emploi, bien souvent, elles n'ont pas envie que ces cas-là soient... elles ne veulent pas porter plainte parce qu'elles se disent que de toute façons, ma plainte ne va pas aboutir. Donc il y a ce manque de confiance entre les populations et le système judiciaire, parce que le système judiciaire ne travaille pas à rendre justice à la personne qui subit ces discriminations-là. Donc ça c'est de un. De deux, ce que nous on essaie de faire, c'est de faire de la médiation quand il y a un problème comme ça. Parce que les organisations comme la nôtre, comme les autres organisations qu'ils appellent des organisations communautaires, n'ont pas beaucoup de moyens pour pouvoir agir en justice. Prendre un avocat, payer, ça coûte très cher ! Donc c'est aussi une stratégie de ne pas donner suffisamment de moyens pour que les choses perdurent. On en parle, on dénonce, mais on n'arrive pas au bout d'un certain nombre de procédures pour que ce soit des exemples médiatisés afin d'amener ceux qui ont envie de se comporter comme ça à ne pas le faire. Donc, pour moi, la question l'emploi est un gros problème au niveau de la communauté, mais pas du fait de la communauté, parce que le racisme institutionnel y est présent. La négrophobie... Voilà ! Au niveau institutionnel, s'il n'y a pas de volonté politique d'agir et de faire un certain nombre de choses, ça va être difficile ! Ça veut dire qu'il faut se replier sur sa communauté, s'organiser et voir comment oser certaines actions sur le terrain.

C'est vrai qu'ils ont eu peur quand ils ont vu la manif en juin dernier. Et c'est pour ça que la décennie afrodescendante qui a été en faveur des afrodescendants, qui a été décidée depuis des années, la Belgique a fait quoi jusqu'aujourd'hui ? Rien ! Rien du tout ! Il a fallu cette manif-là pour que cette année on dise : Bon ! Au niveau du Parlement Francophone, on va parler des attentes de la communauté noire à Bruxelles. Même pas en Belgique ! À Bruxelles. Donc, c'est dire que les problèmes de cette communauté ne sont pas suffisamment pris en compte ! Pas visibilisés du tout ! Rien ! Vraiment c'est compliqué ! Même les organisations comme la nôtre qui essaient de mettre un certain nombre d'outils en place, de travailler autour de ces différentes discriminations-là, autour de la négrophobie et autres, ce n'est pas du tout évident ! Parce qu'on est subsidié, on n'est pas indépendant, donc on reçoit des fonds. On peut parler, mais jusqu'à un certain niveau. On commence à vous dire qu'on a l'impression que l'argent qu'on vous donne pour travailler, vous êtes en train de faire ceci ou cela. Et croyez-moi, être une femme noire ou un homme noir à la tête d'une institution, ça ne vous épargne pas des discriminations, ça ne vous épargne pas du racisme. C'est vrai, moi j'ai été engagée il y a bientôt trois ans comme directrice du MRAX, mais je peux vous dire le nombre de fois où j'ai été discriminée ! Le nombre de fois où dans des assemblées, où il y a des directeurs et autres, on me demande : c'est quoi votre pédigrée ? C'est quoi votre cursus ?

Ça veut dire quoi ??? Vous avez fait quoi comme formation ? Quels sont les diplômes que vous avez ? Où est-ce que vous avez travaillé avant ? En fait, d'où vous venez pour occuper ce poste-là ?

Donc, vous voyez que c'est très blessant ! Donc quand monsieur dit, il est sorti malheureusement, qu'on n'a pas de résilience, je pense qu'on a beaucoup de résilience. On a énormément de résilience ! Mais maintenant qu'on est résilient, qu'est-ce qu'il faut faire ? Il faut agir. Il faut agir, parce que faire des propositions de noirs qui ne sont pas appliquées comme il faut, ce n'est pas ça qui va changer notre situation. Je vous remercie !

Yves LODONOU

Merci madame Kouablan.

Nous allons ouvrir le micro pour les questions. On va échanger avec vous. Vous n'êtes pas sans savoir que des discussions d'ici seront pondues quelques recommandations quand même à l'endroit des autorités. La lutte aussi, c'est la résilience. La lutte aussi, c'est le rapport de forces, c'est la résistance dans le temps, et il faut y arriver ! Il ne faut pas capituler. Donc, ceci étant dit, le micro à Patrick, puis madame.

Patrick Issenghe

Bonjour à tous,

Moi, je m'appelle Patrick ISSENGHE. Je suis...

Christian LEVO

Rapporteur

Un instant, s'il vous plaît.

Je voulais juste vous énoncer deux citations qui sont quand même importantes.

« Les plus grandes douleurs sont muettes. » Je tenais à vous le dire et je le répète : « Les plus grandes douleurs sont muettes. » Et souvent, il y a un problème... (34 :53 partie N2) celui qui a mal doit apprendre à parler. « Il n'y a pire sourd que ce celui qui ne veut entendre. » Et c'est important qu'il y ait un échange. Vous avez pris tout votre temps pour écouter, maintenant, c'est le moment pour le panel de vous écouter et alors les politiques aussi qui nous ont réunis ici seront aussi amenés à écouter. Voilà ! Je voulais le dire avant de vous laisser vous exprimer. Merci.

Patrick Issenghe

Merci Christian de m'avoir donné la parole.

Je répète ce que j'étais en train de dire. Je me prénomme Patrick. Mon nom de famille, c'est Issenghe. Et je suis conseiller communal à Berchem Sainte Agathe. Pourquoi je le dis ? C'est pour faire un petit rectificatif par rapport à ce que madame Clette a dit au début. Elle a dit que le PS aurait tenu cette assemblée, mais elle a vu monsieur Ahmed Laaouej dehors en train de se promener. Monsieur Ahmed Laaouej ne doit pas être partout. Il y a également des mandataires politiques PS qui sont présent. Et donc, ici dans la salle, il y a quatre mandataires. On est là pour vous écouter et pour aller répertorier tout ce qui a été dit aujourd'hui. Il y a deux échevines dans la place, donc madame Colette Njomgang qui est échevine à Etterbeek, il y a derrière moi Lydia Mutyebele qui est échevine à Bruxelles, il y a également Laetitia (Kalimbiriro) qui était là, qui est conseillère communale à Molenbeek. Donc on est là pour écouter tout est en train de se dire ici. Et on va faire notre travail pour reporter ça... et donc, je voulais faire ce rectificatif-là. On va relayer sans problème et sans aucune animosité. Je le dis d'une manière vraiment constructive. Ça c'est la première chose. La deuxième chose, vous avez évoqué les histoires des sans-papiers, la maison de la culture africaine. Il faut savoir que pour arriver à une décision, il faut un accord de majorité. Donc le PS n'est pas seul au gouvernement fédéral par rapport à l'histoire des sans-papiers. Donc moi je vous informe d'une manière officielle que le PS est en train de se battre pour défendre les sans-papiers, mais on n'est pas seuls au gouvernement. Il faut toujours un accord de majorité, peu important les dossiers, si vous avez la majorité absolue, vous pouvez décider comme vous voulez. Ça c'est la deuxième chose. La troisième et dernière chose que je voulais ajouter, c'est que dans toute démarche, il ne faut pas imaginer qu'on va vous rapporter quoi que ce soit sur un plateau et vous dire : voilà le gâteau, servez-vous ! Que ça soit pour l'emploi, pour le politique, dans le domaine social, on doit se battre. Chacun doit se battre partout où il est. Il faut oublier le fait qu'on va nous ramener quelque chose...

Je n'ai pas le choix

Non, je ne parle pas... de manière générale. Je parle de manière générale. Pas par rapport à vous. Mais ce qui s'est dit avant et ce qui se dit maintenant...

Personne n'attend d'avoir

Dido LAKAMA

L'idée, c'est que chacun dans son domaine, à la fois l'asbl Change, à la fois les gens qui sont dans les asbl, les politiques, les entrepreneurs, chacun dans son coin doit se battre pour arriver à quelque chose. Voilà tout ce que je voulais dire. (38 :01 partie N2)

Par contre, je peux répondre... c'est un peu pour nous... s'il-te plaît. (38 :09 partie N2)

Yves LODONOU

Dido, Dido. Tu répondras après à la question. Si vous m'avez confié une mission, si vous... *bien la raison*. Si tout le monde est calme, mais de temps en temps, il faut qu'on le respecte.

Voilà. Madame Njomgang. Et puis on prendra trois questions pour pouvoir réagir. Merci !

Colette Njomgang Fonkeu

Voilà. Je voulais vous remercier pour ces interventions qui sont tout à fait riches. Et je voulais juste confirmer ce que Patrick vient de dire en disant à nos concitoyens ici que chacun peut agir à son niveau, comme vous venez de dire. En tant qu'échevins et *élus* locaux, nous travaillons pour le moment sur la question de la décolonisation de l'espace public. Et nous travaillons sur le terrain ! C'est-à-dire, tout peut se parler au niveau des parlements et tout ça, mais c'est nous sur le terrain qui exécutons ou qui en discutons et qui faisons vraiment des actions concrètes.

Par exemple, à Etterbeek, comme vous le savez, c'est une commune qui a plein de noms qui rappellent la colonisation, qui rappellent la domination de la race blanche. Il y a même... j'ai découvert, parce que je ne savais particulièrement pas que ça existait, en faisant le cadastre, on a découvert un endroit où c'est écrit une phrase horrible ! Une phrase où c'est écrit, juste au niveau de la Place Saint Pierre, que les dominants blancs sont allés éduquer le peuple noir. Honneur à ces dominants blancs qui sont allés éduquer le peuple noir et le sortir de la barbarie (NDLR : « Aux Etterbeekois pionniers de la civilisation morts au Congo 1876-1908).

Donc c'est vraiment écrit ! Et cette phrase, nous avons réussi à la faire partir. Pour le moment, on est en... parce que c'est un débat, où, comme vous savez, il y aussi d'autres partis qui sont tout à fait opposés, parce que c'est leur public qui défend justement le fait que ces monuments doivent continuer à être là. Mais rien que cette phrase, je vous assure, pour la faire disparaître, il n'y a rien... on l'a juste couverte, mais si vous tapez sur Internet, vous allez voir que cette phrase existe. On a juste couvert l'endroit pour le moment, parce qu'on cherche une nouvelle phrase. Rien que ça, je vous dis, ça fait des mois et des mois de débats ! Donc, c'est simplement pour vous dire qu'on n'est pas transparent, on n'est pas là sans rien faire. Chaque élu, ou chaque personne même qui n'est pas élue, à son niveau peut changer les choses.

(40 :40 partie N2)

Yves LODONOU

Ok. Il y a monsieur en costume, et je terminerai par la base des élus, et nous allons reprendre avec monsieur Nawasadio.

Monsieur, puis madame Mutyebele.

(40 :50 partie N2)

Guy NKANU

Merci. Moi c'est Guy Nkanu. J'avais une question... transversale à nos intervenants, mais c'est plutôt pour nous inciter à avoir une seule *colère* dans ce combat. Et il s'agit du combat des afrodescendants de la décolonisation, dans tous ses aspects...

Interférence avec un spectateur près de la source d'enregistrement

avec la discrimination, avec la négrophobie et tout le reste.

Je fais un parallélisme au combat des LGTB ! Personne ne peut ignorer ici qu'ils trouvent des gens qui ont choisi de paraître peut-être un homme, mais de se sentir une femme, de paraître une femme et de se sentir un homme. Ils ont fait un combat pour qu'on puisse accepter cette différence. Physiquement, vous voyez un homme, mais à l'intérieur, je me sens une femme, et reconnaissez-moi comme tel. Et c'est ça !

Je fais un parallélisme avec ce combat-là, ces gens-là. Ça ne fait pas, je pense, deux décennies qu'ils sont là. Et voyez comment leurs revendications ont été, je pense, coulées dans les lois. Et aujourd'hui, ça devient une réalité qu'on ne peut plus nier.

Je vais poser la question, et ça c'est pour nous révolter. Qu'est-ce qui fait que notre combat, notre combat à tous, qui est un combat pour la dignité humaine ne fait que patauger ? Que même quand nous sommes dans les conclave comme ça, nous sommes toujours plus dans le registre alarmiste ; on fait ceci, on fait cela. Et c'est là où se pose la question : est-ce que les sociétés d'accueil qui nous accueillent ici sont-elles prêtes à nous intégrer ? Et c'est ça la vraie question ! Est-ce qu'on ne peut pas faire des états généraux pour vraiment toucher du doigt sur cette question ? Parce qu'ils disent qu'il n'y a pas de discrimination, mais ils le font à la dernière minute, peut-être à prendre la décision, parce qu'on peut auditionner ou sinon interviewer deux candidats ou trois candidats, mais après, quand ça va arriver, par exemple, on prend le cas de la Belgique avec le corporatisme, on le voit en politique, on le voit à l'université, on le voit... et père, fils, enfant et tout, on le voit. À un moment de décider à la dernière minute, il ne va plus voir la méritocratie, il va voir : il est venu d'où ? Il est qui ? Qu'est-ce qu'il fait ? Qu'est-ce qu'il fait ? Est-ce qu'on ne peut pas faire des états généraux, tous tels que nous nous *défendons*, en politique, en associatif, à quoi que ça soit, pour qu'on puisse vraiment remonter cette question à la surface pour dire que : est-ce que, parce que c'est vrai qu'ils ne sont pas prêts. Si vous ne voyez pas de recteurs noirs, si vous ne voyez pas de ministres noirs, si vous ne voyez pas de chefs d'entreprise ou de structures vraiment dans leur groupe des afrodescendants, parce qu'ils ne veulent pas ! Est-ce qu'on ne peut pas appeler cette question sur table pour le débat ? Parce que dans l'apparence, on veut voir que nous sommes une société interculturelle, nous acceptons tout le monde, nous sommes inter-communautaires, mais dans les coulisses, ils agissent pour que l'on puisse mater ceux qui peuvent faire quelque chose. Voilà, moi je pose la question si vraiment on ne peut pas appeler cette question dans un débat public. Bientôt on va aller aux élections ! Ça pourrait être une bonne occasion d'en parler parce que réellement ils ne sont pas prêts. J'ai dit !

Yves LODONOU

Ok. On a pris note par rapport aux états généraux, mais n'oublions pas qu'il faut le rapport de force pour avancer, le rapport de force qu'il faut créer nous-mêmes.

Madame Mutyebele, vous avez la parole !

Je prends quatre et je reviendrai. Mais pas au milieu. Madame Mutyebele

Lydia Mutyebele

Alors, bonjour tout le monde,

Je m'appelle Lydia Mutyebele. Je suis échevine de l'égalité des chances et du patrimoine de la ville de Bruxelles.

Donc le débat de la décolonisation de l'espace public, c'est un débat pour mes compétences en tant qu'échevine du patrimoine. Je suis vraiment en plein dedans. Et c'est vrai que je suis nouvellement échevine depuis moins d'un mois, mais en politique depuis plusieurs années. Et c'est vrai que ce n'est pas un débat comme Colette le disait, ce n'est pas facile de devoir s'imposer dans une société où nous sommes la minorité. Mais nous le faisons quand même ! Et comme il y a un proverbe africain qui dit qu'un seul doigt ne peut pas nettoyer tout le visage. Et c'est vrai que là où nous sommes, nous sommes minoritaires, mais, Collette et moi, on est deux femmes noires dans des collèges, et c'est masculin. Je pense que nous sommes une minorité visible, déjà parce qu'on est des femmes, et on est noires ! Mais malgré le fait que nous sommes minoritaires, nous essayons de mener des combats qui nous tiennent à cœur.

Moi en tant qu'échevine du patrimoine, pour l'instant, je n'ai pas encore reçu d'association africaine qui est venue avec un dossier, un projet de décolonisation... on parle toujours des statues de Léopold II, etc. Moi personnellement, je n'ai pas encore été sollicitée ! C'est vrai que la région ne s'est pas encore exprimée, mais voilà, ces statues sont sur le territoire de la commune, et je suis ouverte. Venez me voir, qu'on ait déjà un débat ! Je n'ai pas dit... puisque ça ne dépend pas de moi. J'ai la compétence, mais ce n'est pas moi qui vais décider. Je suis dans un collège. Mais voilà, je peux m'engager, parce que ce genre de journée, c'est fait aussi pour ça, pour que ce soit un poids, pour que les poids qui nous tiennent à cœur, vous savez que, voilà pourquoi je suis là ! Ma collaboratrice est là. Vous pouvez venir ; vous nous voyez ; on prend rendez-vous, et qu'on s'engage déjà...

La porte est ouverte, quoi !

Ma porte est ouverte. Elle n'a jamais été fermée. Vous savez qu'à la ville de Bruxelles, madame Clette était là. Dido, tu y as travaillé. Il y a quand même une Place Lumumba ! Ce n'est pas la Grand-Place, je vous l'accorde, parce que d'autres associations qui trouvent qu'on ne fait jamais assez, voulaient qu'on prenne peut-être la Grand-Place et qu'on l'appelle Lumumba. Mais ce n'est pas possible. Voilà ! On a déjà quand même commencé.

C'est square Lumumba, non ?

C'est le square Lumumba

Ce n'est pas Place Lumumba. C'est square Lumumba...

Yves LODONOU

Ok. Est-ce que c'est bon, s'il-vous-plaît, monsieur Nawasadio ?

Non, c'était juste une question.

Yves LODONOU

Non, il faut arrêter, papa.

Lydia Mutyebele

C'est-à-dire que c'est un début. Monsieur Dido de l'asbl Change a récemment célébré la Lumumba Day en collaboration avec la ville de Bruxelles et la commune d'Ixelles. Pourquoi ? Parce qu'il y a des élus issus des minorités qui peuvent porter ce genre de projet. Ce n'est pas grand-chose ! Ce n'est pas des millions, mais c'est déjà un début. Et il faut continuer ! Parce que c'est... je pense qu'au PS, il y a des élus comme nous, originaires des minorités parce que vous, vous avez revendiqué. Vous vous êtes battus, et petit à petit, petit à petit, on n'est pas encore l'Amérique, mais même en Amérique, ils étaient esclaves. D'esclaves à Obama, il a fallu des siècles ! Donc on doit continuer, mais sans trop d'amertume, en regardant aussi le positif. C'est ce que moi je demande à chaque fois, je dis : regardez d'où l'on vient et là où l'on va pour qu'on puisse faire quelque chose de bien. Voilà ! C'est tout ce que je voulais dire. En tout cas, je pense qu'on est ouvertes. Madame (Kouablan), la directrice du MRAX disait que souvent, elle est discriminée. Eh bien, vous êtes discriminée, pas seulement parce que vous êtes noire, d'abord, vous êtes femme ! Moi je suis issue de l'égalité des chances, qu'importe la couleur, quand vous êtes femme, vous n'êtes jamais à votre place ! Parce qu'un homme va mieux faire ce que vous faites. Et puis après, vous êtes noire, oh mon Dieu ! Mais, je pense que...

Yves LODONOU

Voilà, madame Mutyebele, je vais devoir couper le micro

Lydia Mutyebele

Je coupe le micro moi-même.

Yves LODONOU

Merci beaucoup pour votre contribution.

Lydia Mutyebele

Je vous en prie.

Yves LODONOU

Une précision pour la salle, lorsque vous allez intervenir, parce que ce sont des mandantaires, je leur ai laissé le loisir...

Lydia Mutyebele

Je vous en prie.

Yves LODONOU

Le loisir d'aller de gauche à droite. Quand vous prenez la parole, allez à l'essentiel, posez votre question. Si c'est une contribution, vous me direz : c'est une contribution. Chers amis, il faut aller à *la commune*, la prochaine commune *du Cameroun*.

(48 :38 partie N2)

Le panel, vous avez enfin la parole. Mais je demande que les réponses se fassent en toute courtoisie, sans tension, et que nous sommes là pour construire, nous sommes là pour continuer à mettre des revendications sur la table, même si le disque est rayé. Merci !

Dido LAKAMA

Véronique, tu permets ? S'il-te-plaît !

J'aimerais juste dire que j'insiste sur la... que ce n'est pas la seule... (49 :13 partie N2) depuis tout à l'heure... Véronique Clette a dit au début... On remercie ceux qui sont présents, mais on remarque que justement... de noter que ceux qui sont absents, c'est vrai qu'il y a d'autres festivités, mais entre participer à un concert et participer à une conférence, ce genre de choses, je pense qu'en homme politique, c'est ici la place du leader politique, comme vous le faites. Voilà ! Maintenant... (49 :32 partie N2) Etterbeek, il y a l'inauguration d'une mise en avant de... (49 :39 partie N2) qui va être reconnu, c'est de bonnes choses, moi je connais. Avant que vous ne soyez légitimes, madame Lydia Mutyebele, avant même d'être légitime, vous avez déjà burlingué, c'est grâce à vous notamment qu'on a eu la Place Lumumba, il faut le reconnaître ! C'est-à-dire que nous aussi, bientôt il y aura les élections, il faut aussi faire attention à qui on place et où l'on le place et à quoi on le place. Mais eux, de l'intérieur, peu importe le parti politique, eux, de l'intérieur, ils ne feront que le travail si jamais nous, de l'extérieur on met une pression. Alors à eux, de l'intérieur de pouvoir calmer les choses. Donc, on doit continuer, nous, à faire ce qu'on a fait comme l'année passée. On doit changer les choses. Et monsieur, j'oublie votre prénom, on n'a pas encore eu la chance de...

Patrick Issenghe

Patrick !

Dido LAKAMA

Voilà ! Ça m'a un peu surpris, le fait que vous nous dites à nous : il faut bouger, il faut faire quelque chose ! On est totalement en mouvement. C'est-à-dire qu'on consacre tout notre temps, donné gratuitement, à travailler pour que nous tous ici... (50 :33 partie N2) de travailler pour nous tous on puisse avoir une vie meilleure. Et vous demanderez aux élus qui sont à côté de vous, je les harcèle tout le temps ! On fait un travail avec eux de manière permanente et totalement de manière bénévole. Donc... (50 :49 partie N2) croyez-moi ! On a compris depuis très longtemps qu'il faut faire les choses... (50 :53 partie N2) et je vous promets qu'on ne va pas arrêter maintenant. C'est tout ce que je veux dire !

Et aussi, pour ceux qui ont des revendications, je ne cite personne, ayez le respect ! Parce qu'en fait, si jamais déjà entre nous, on ne se respecte pas, comment... (51 :08 partie N2) d'autres personnes vont nous respecter ? Ici, on est ensemble pour trouver des solutions pour que nous tous on puisse être ensemble, que ce soit les politiques, le milieu associatif, les citoyens lambda, on doit collaborer ensemble.

Quand un individu joue du théâtre ou bien essaie d'humilier ou bien essaie de manquer de respect aux autres, ça remet tout le travail que monsieur a dit : pourquoi ne nous levons-nous pas ? Parce que parmi nous, il y a des gens qui prennent ça comme des blagues ou comme des jeux et qui détruisent en fait le discours constructif qu'on essaie de faire ensemble. (51 :36 partie N2)

Moi je ne vois que des gens qui sont attentifs, qui ont un objectif, c'est de comment faire pour faire bouger les choses, mais d'abord, respectons ce que chacun d'entre nous doit apporter à sa propre mesure.

Voilà. Merci. (51 :47 partie N2)

Véronique CLETTE-GAKUBA

Donc, allons-y ! Je réponds par rapport à la question de mon commentaire qui bien sûr ne signifiait pas que je doutais que les élus du PS n'allaient pas faire leur travail de relais. Mais je pense que, et je l'ai surtout remarqué lors de la séance précédente, il y a quelque chose de pervers et d'ambigu de laisser ici l'audience entre personnes afrodescendantes uniquement là où en fait, on est dans le cadre d'une organisation politique, bonjour, où tant qu'on n'est qu'entre afrodescendants, on cache en fait ! Il y a un tiers absent. Il y a le dispositif politique qui est absent, ou le contenu des dispositifs politiques, qu'ils existent ou qu'ils n'existent pas, les dispositifs qui sont lacunaires, on n'en parle pas. C'est fort invisibilisé. Et ça s'est ressenti très très fort lors de la séance précédente où l'on était dans des avis fort divergents, et on était presque en train de vouloir se rendre des comptes les uns par rapport aux autres sur des divisions. Et on ne parlait plus du dispositif politique qui a son rôle ! Et c'est là que quelque chose me dérange quand on ne reste qu'entre afrodescendants, et je pense que pour les élus politiques, ce n'est pas quelque chose de facile, parce que vous êtes dans une position qui est tiraillée. Mais ça ne veut pas dire que je doute que vous alliez faire votre travail de relais, et je sais que Lydia Mutyebele a fait un travail sur la décolonisation, on s'est vues en effet en 2017-2018, mais je pense qu'il est important qu'on ne soit pas laissés dans ces contextes-là. Il y a des tas de contextes où les communautés afrodescendantes se retrouvent dans des safe spaces entre elles, mais quand on est dans un cadre d'une organisation politique, il n'est pas normal de nous laisser entre nous et de cacher le dispositif politique. Et les personnes qui ne sont pas afrodescendantes et qui ont des responsabilités par leur présence parlent du dispositif politique. D'où l'importance qu'elles soient là, qu'on les voie.

Et surtout quand on a un panel qui s'appelle **connaissance, reconnaissance**, je veux dire, on parle du problème, mais il n'y a personne pour réceptionner, qui est extérieure à cette communauté. Puisque ce n'est pas entre nous que ça se joue ! Et encore, je suis d'accord sur les problèmes psychiques et autres, on l'a entre nous, déjà ce problème, mais on l'a entre nous parce qu'on ne l'a pas avec l'extérieur ! Donc, s'il n'y a pas d'extérieur, voilà ! Chaque fois, on se reprend ! C'est comme si par ricochet, comme il n'y a pas d'extériorité, toute la violence se rejouait entre nous. D'où l'importance qu'il y ait d'autres acteurs.

Pour le PS, je n'ai pas non plus responsabilisé le PS par rapport à la question des sans-papiers, je pense que c'est notre rôle aussi, quand on est à cinquante jours de grève et que demain ou après-demain il y a un mort, de dire : moi je veux m'exprimer sur le fait qu'il faut se responsabiliser ! Et j'ai parlé de la note parce que je sais qu'il y a des tas de notes qui circulent, avec régularisation individuelle, avec régularisation collective. Il y a celle des sans-papiers qui est une note qui porte spécifiquement sur le permis de travail et que c'est ce contenu-là que je pointe spécifiquement, parce qu'il y a un accord à l'unanimité à l'union des sans-papiers pour la régularisation. Et j'appelle le PS à écouter cette note-là ! Et pas les autres notes qui ne tiennent pas compte de leur expertise ! Et donc, c'est un appel au PS à discuter de cette note-là qui émane de l'union des sans-papiers pour la régularisation et de prêter prioritairement attention à cette note-là et pas des notes qui vont noyer le poisson ou de nouveau reporter le problème. Donc c'est un appel !

Et par rapport à la dernière...

Yves LODONOU

La question sur les États Généraux. Les politiques n'ont pas vraiment posé de question. C'était des contributions. Les États Généraux de monsieur en costume.

Véronique CLETTE-GAKUBA

Oui, c'était sur les États Généraux de...

Yves LODONOU

de la communauté africaine. Il faut aller aux États Généraux pour mettre le droit sur toutes les problématiques liées à la discrimination, à la négrophobie et consort.

Véronique CLETTE-GAKUBA

Ok. On en a déjà un peu parlé avec Esther, avec Dido aussi. C'est que chaque fois, il faut attendre vraiment une contestation énorme dans la rue pour qu'enfin on veuille bien traiter nos problèmes à bras le corps avec la décennie des afrodescendants, ici, la présidente du MRAX l'a dit, Dido l'a dit aussi, on a eu des excuses du roi un peu après BLM, mais...

Ce n'est pas des excuses ! Des regrets.

On a eu des regrets, mais pas des excuses, mais donc c'est chaque fois très timide et chaque fois très très faible. Et par rapport au, j'en profite pour répondre, peut-être que dans nos discours, dans mon discours, on donne l'impression qu'on n'est pas content parce qu'on n'a pas ce qu'on veut. Je crois que ce n'est pas ça le discours ! Le discours, c'est de dire : Ils ne veulent rien nous donner ! Ils ne veulent bien nous donner que des miettes ! Et donc on doit regarder ça en face ! On n'est pas en train de dire : nous voulons tout ! On est en train de dire : ils ne veulent pas nous donner. C'est comment on problématise la question pour pouvoir l'appréhender. Et je pense que monsieur a raison quand il a dit : est-ce qu'ils veulent seulement bien nous accueillir ? Et quand madame ici par rapport au MRAX, quand elle est dans des réunions et qu'on lui demande de quel pedigree elle est, on est dans des rapports de force qui sont extrêmes ! Il n'y a personne dans des postes à direction, à l'université, dans des C.A. d'institutions culturelles, dans des postes décisionnaires au niveau politique ou des tas d'endroits. Ce n'est pas dire : Oui ! On veut ces postes. On veut participer à la manière dont on discute des débats, dont on les conçoit et tout. Mais on veut aussi dire : Vous ne voulez pas qu'on accède à ces postes. Donc vous avez une politique anti-noirs, en fait ! Et c'est ça qu'on veut dire ! Ce n'est pas : Nous voulons tout ; c'est : Regardez en face la réalité politique dans laquelle on en est qui est dans le rejet, dans la création de parias. Et c'est ça le discours de fond.

Yves LODONOU

Ok. Nous allons prendre une deuxième... (58 :38 partie N2)

Serge Ngandu

Ça fait plus de dix ans qu'on a fait les États Généraux de la jeunesse africaine. C'est pour répondre à monsieur (Guy Nkanu). Je ne sais pas s'il était déjà en Belgique. On a pondu des résolutions et des recommandations là-dessus. Et ces États Généraux ont pris trois mois environ. Je pense, depuis le mois d'avril en 2010. Donc ça existait déjà. Des politiques sont intervenus, et ils étaient dans la salle. Ça s'est passé à Ixelles. Mais malheureusement, il faut aussi de notre côté, c'est une contribution que je fais, se poser les bonnes questions. Voilà ! On a organisé quelque chose de fondamental ici. Il y a à peine une trentaine de personnes qui sont là. Je me pose à moi la question : Où sont-ils ? C'est vrai que quand je vois les amis de l'autre côté, les autorités de MRAX ont changé. À l'époque, c'était un ami, Calvin, qui était là. Mais on en revient aux mêmes problèmes ! Moi je me pose la question fondamentale de savoir pourquoi dix ans plus tard, donc on va dire onze ans plus tard, puisqu'on est en 2021, on revient encore à la même question. Donc il y a un problème ! Ce problème, il faudra le résoudre d'une façon ou d'une autre.

Moi, de mon côté, je suis consultant en math. Je rencontre beaucoup la jeunesse. Je m'occupe de la jeunesse, de l'éducation, mais je me rends compte que notre éducation, notre jeunesse, elle est très très intelligente, mais il y a des problèmes qui sous-tendent cette jeunesse, qui font que la formation ne suit pas toujours, dans un sens ou un autre. Soit les parents sont séparés, soit ce sont des familles monoparentales, et ça déstabilise un peu le suivi au niveau de l'enseignement.

Donc voilà la seule contribution que je peux apporter. Tout ce que je peux demander à la salle, aux autorités qui sont là, c'est de pouvoir mettre des paliers, des ponts entre les personnes qui ont besoin d'une formation, qui ont besoin d'un changement, donc créez vraiment des ponts.

Parce qu'à notre époque, on avait fait des recommandations, notamment moi, personnellement, j'avais fait une recommandation des déblocueurs. Ça veut dire quoi ? Des jeunes qui ont déjà fini leurs études, qui ont des possibilités dans des entreprises publiques ou commerciales ou privées, apprendre aux jeunes comment faire des CV, comment faire un entretien d'embauche...

Voilà ! Il y a tout ça qui a été déjà mis ! Je pense que les autorités ont reçu un rapport de la Fondation Roi Baudouin là-dessus. Parce que les États Généraux de la Jeunesse Africaine ont été financés par la Fondation Roi Baudouin, donc il y a eu un rapport, il y a eu un CD-rom qui a été fait. Je pense que les gens peuvent aller se recueillir, parce que les documents existent. J'en ai un, pour ceux qui voudront bien en avoir connaissance.

Merci ! (01 :01 : 33 partie N2)

Yves LODONOU

Merci Serge.